

**Mise en oeuvre de l'accord
économique et commercial global
avec le Canada - Conférence de
presse commune de M. Nicolas
Hulot, ministre d'État, ministre de
la transition écologique et solidaire,
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
M. Bruno Le Maire, ministre de
l'économie et des finances et de M.
Stéphane Travert, ministre de
l'agriculture et de l'alimentation -
Propos de M. Le Drian
(Paris, 25 octobre 2017)**

À l'occasion du conseil des ministres, le gouvernement vient d'adopter un plan d'actions sur la mise en oeuvre de l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada communément appelé CETA.

En effet, je vous rappelle que, conformément aux engagements du président de la République durant la campagne, a été constituée au mois de juillet dernier, une commission d'experts indépendants qui avaient pour mission d'évaluer l'impact du CETA sur l'environnement, sur le climat et sur la santé. Cette commission a remis son rapport le 8 septembre. Ces travaux ont été menés dans une totale indépendance sous la présidence de Mme Katheline Schubert que je tiens à remercier ici ainsi que tous les membres de sa commission.

Les experts ont conclu que le texte de l'accord CETA intègre les garanties nécessaires en matière de préservation du droit à réguler et d'application du droit des normes européennes. Cette conclusion rejoint la décision du Conseil constitutionnel qui, comme vous le savez, a jugé le Traité conforme à la Constitution.

Les experts ont aussi appelé à la vigilance sur les conditions de l'application de l'accord et ils ont indiqué que des actions complémentaires pouvaient être prises en matière climatique. Plus généralement, ils appellent à une meilleure articulation entre la politique environnementale et la politique commerciale. Ils soulignent aussi la nécessité de prendre en compte, de manière scrupuleuse, les filières agricoles sensibles dans les négociations commerciales.

C'est sur ces vigilances demandées par la commission Schubert qu'a été mis en place un comité de suivi animé par les secrétaires d'État Jean-Baptiste Lemoyne et Brune Poirson, qui ont réuni l'ensemble des acteurs, que ce soient les ONG, les différentes organisations professionnelles concernées et les parlementaires pour élaborer le plan d'action validé aujourd'hui par le gouvernement. Ce plan d'action manifeste notre volonté de répondre très

concrètement aux points d'attention soulevés par le comité d'experts. Il comprend une série d'actions et d'initiatives que le gouvernement va prendre ou qu'il va porter auprès de la Commission et auprès de ses partenaires européens ainsi qu'auprès du Canada dans les mois qui viennent. Avec ce plan, le gouvernement souhaite assurer une mise en oeuvre exemplaire du CETA, il souhaite parallèlement inciter à des actions climatiques complémentaires et souhaite amener la politique commerciale européenne à un plus haut niveau d'ambitions.

C'est sur ces points que nous allons nous mobiliser dans les semaines qui viennent./.